

## L'extension du Troisième Reich

L'extension toujours plus large des opérations militaires provoque misère et tragédies d'une mesure encore insoupçonnée, touchant sans distinction militaires et populations civiles.

Plus les théâtres de la guerre deviennent nombreux, plus le nombre des prisonniers et des civils en fuite est grand.

Les prisonniers de guerre sont protégés par les Conventions de Genève. De plus, déjà au début du conflit, le Comité international de la Croix-Rouge informe les forces entrées en guerre de la création d'un organisme central de renseignements pour les prisonniers de guerre, pour qui, dès lors, une assistance est assurée.

Mais que se passe-t-il avec le nombre immense de civils déplacés ou persécutés?

Le déclenchement de la guerre a empêché l'introduction prévue de dispositions correspondantes pour la protection de la population civile dans le droit international en vigueur.

# COMMANDEMENT EN CHEF

Cabinet civil — N°

## Ordre

### aux Autorités locales et régionales allemandes au sujet des recherches à effectuer concernant les ressortissants civils et militaires des Nations unies.

1. Toutes les Autorités et Organismes locaux et régionaux Allemands devront immédiatement et sans délai après qu'aura été édicté le présent ordre, procéder à toutes les recherches nécessaires des Militaires ou civils des Nations unies, collecter tous renseignements ou documents concernant ces personnes et transmettre immédiatement les résultats de ces recherches et de cette collecte dans la forme spécifiée qui devra comporter au moins Nom, prénoms, nationalité, dates précises, aux autorités désignées à cet effet par les Commandants de zone.

2. Les Autorités allemandes régionales et, dans les agglomérations de plus de cinq mille habitants, (recensement de 1936) les bourgmestres fourniront aux Autorités alliées désignées à cet effet par les commandants de zone:

I. a) **dans les 30 jours** après la publication du présent ordre, la liste des détachements de prisonniers de guerre, déportés, travailleurs et réfugiés des nationalités visées, ayant stationné en permanence ou séjourné temporairement sur, — ou transité par, — le territoire de leur circonscription, ainsi que la liste des établissements où lesdites personnes ont travaillé.

b) **dans les 180 jours** la liste nominative des personnes visées au § a) du présent ordre avec les dates approximatives de leur séjour.

II. **dans les 30 jours** le recensement de toutes les personnes visées au § I. a) du présent ordre, classées par nationalité et par catégorie, vivant encore dans la circonscription de leur ressort, pour autant que ces personnes ne vivent pas déjà dans un camp de Rassemblement pour Personnes Déplacées, administré par une autorité alliée.

III. Classé par nationalité et par catégorie

a) **dans les 30 jours** les expéditions en double exemplaire de tous les actes d'état-civil concernant les personnes visées.

b) **dans les 30 jours** des expéditions en quadruple exemplaire des emplacements exacts (avec références au plan cadastral) de sépultures de ressortissants des nations unies, décédés depuis la déclaration de la guerre, à l'exclusion de celles de ces sépultures qui sont groupées dans les cimetières militaires alliés.

c) **dans les 90 jours**, des inventaires en double exemplaire des successions laissées par les personnes visées.

IV. **dans les 90 jours**, classés par nationalité et par catégorie, des expéditions en simple exemplaire ou originaux de tous les dossiers médico-sanitaires concernant les personnes visées, qu'elles aient été soignées dans un établissement public ou privé ou par un praticien.

V. **dans les 120 jours**, classés par nationalité et par catégorie des expéditions en simple exemplaire ou originaux de tous les dossiers judiciaires concernant les personnes visées, que ces documents soient détenus par une autorité de justice ou de police, ou par un membre du barreau.

VI. **dans les 30 jours**, classés par nationalité et par catégorie des originaux de tous les dossiers politiques concernant les personnes visées, que ces documents soient détenus par une autorité publique ou des personnes morales ou physiques.

VII. **dans les 180 jours**, classés par nationalité et par catégorie, des inventaires en double exemplaire de tous les objets personnels et biens appartenant aux personnes visées, et restés en Allemagne après le rapatriement des dites personnes.

VIII. Chaque fois que le cas se présentera, tous renseignements et tous documents dont ils auraient connaissance et concernant les personnes visées, autres que les renseignements et documents énumérés ci-dessus et au plus tard dans les six mois qui suivront la publication du présent ordre.

3. Dans les agglomérations de moins de cinq mille habitants (recensement de 1936) les bourgmestres fourniront aux autorités alliées désignées à cet effet par les commandants de zone les renseignements et documents énumérés à l'article 2 I— VIII, dans un délai uniforme de **30 jours** après la publication du présent ordre.

Les commandants de zone ou telles autorités alliées déléguées à cet effet ont qualité pour modifier les délais définis à l'article 2 et à l'article 3, lorsque des difficultés majeures s'opposent à ce qu'ils soient respectés.

4. S'il est impossible à une autorité allemande, pour une raison quelconque de fournir les renseignements ou les documents demandés, un rapport doit être adressé immédiatement par l'autorité en question aux autorités alliées désignées par les commandants de zone pour recueillir les résultats de la recherche et de la collecte prescrites.

5. Les modalités d'application du présent ordre seront précisées par l'autorité désignée par les commandants de zone pour recueillir les résultats de la recherche et de la collecte prescrites.

6. L'Ordre ci-dessus étant donné en exécution de la proclamation N° 2 de l'Autorité alliée de contrôle et, notamment de ses articles 9, 19 b et c, 35, 45, 46 et 47, toute inexécution, retard, inexactitude ou mauvaise volonté dans l'application en sera réprimé comme infraction aux obligations imposées à l'Allemagne du fait de sa Capitulation sans conditions.

7. L'Autorité désignée par le Général Commandant en Chef Français en Allemagne et habilitée pour centraliser les renseignements, documents et rapports énumérés dans les articles précédents est, pour la Zone Française d'Occupation:

La Direction des Personnes Déplacées Bureau Zonier des Recherches — 2<sup>me</sup> Section **RASTATT** — Pays de Bade

Pour le Wurtemberg, les autorités allemandes enverront les renseignements, documents et rapports énumérés dans les articles précédents à Monsieur le Gouverneur, Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire du Wurtemberg, Section des Personnes Déplacées, Service des Recherches à Tübingen.

6 Décembre 1945.

## Le Général de Corps d'Armée KOENIG,

Commandant en Chef Français en Allemagne

signé: **KOENIG**

# F FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

N° 1792/CC/CAC

## Befehl

An die deutschen Orts- und Bezirksbehörden

**Betrifft: Nachforschungen über Zivil- und Militärangehörige der Vereinten Nationen**

1. Alle deutschen Orts- und Bezirksbehörden mit ihren Organen haben unverzüglich nach Herausgabe vorliegenden Befehls alle erdenklichen Nachforschungen über Militär- und Zivilangehörige der Vereinten Nationen anzustellen, alle Auskünfte oder Dokumente, die diese Personen betreffen, zu sammeln und sofort das Ergebnis dieser Nachforschungen in der vorgeschriebenen Form, die mindestens Namen, Vornamen, Nationalität und genaue Daten enthalten muß, den zu diesem Zweck von den Kommandanten der Besatzungszonen beauftragten Behörden zu übermitteln.

2. Die deutschen Bezirksbehörden und die Bürgermeister der Ortschaften, die nach dem Stand von 1936 mehr als 5000 Einwohner zählten, haben den zu diesem Zweck von den Kommandanten der Besatzungszonen beauftragten alliierten Dienststellen folgende Auskünfte zu liefern:

VIII. a) **Innerhalb 30 Tagen** nach Veröffentlichung vorliegenden Befehls eine Liste mit Angabe aller Kommandos von Kriegsgefangenen, Deportierten, Arbeitern und Flüchtlingen der in Frage kommenden Nationen, die sich dauernd, zeitweilig oder auf dem Transport in ihrem Bezirk aufhalten haben, sowie eine Liste über ihre Arbeitsstätte.

b) **Innerhalb 180 Tagen** eine namentliche Aufstellung der unter § I. a) bezeichneten Personen mit ungefähren Daten ihres Aufenthaltes.

II. **Innerhalb 30 Tagen** eine Liste mit Anzahl und Namen der unter § I. a) bezeichneten Personen, geordnet nach Nationalität und Gruppen, die noch in ihrem Amtsbereich wohnen, mit Ausnahme derjenigen, die sich in einem von den Alliierten verwalteten Sammellager befinden.

III. a) **Innerhalb 30 Tagen** Ausfertigung in doppelter Ausführung aller Akten des Standesamtes, die die bezeichneten Personen betreffen.

b) **Innerhalb 30 Tagen** in vierfacher Ausführung eine Beschreibung der Lage der Grabstätten sämtlicher seit Kriegsausbruch beerdigten Angehörigen der Vereinten Nationen mit genauer Ortsangabe (unter Bezug auf den Katasterplan), mit Ausschluß der Gräber, die auf alliierten Militär-Friedhöfen angelegt wurden.

c) **Innerhalb 90 Tagen** in doppelter Ausführung, ein Verzeichnis der Gegenstände, die den Verstorbenen gehörten.

IV. **Innerhalb 90 Tagen**, geordnet nach Nationalität und Gruppen, eine Einzelausfertigung oder die Originale sämtlicher medizinisch-sanitären Akten, die die bezeichneten Personen betreffen, und die entweder in öffentlichen Anstalten, privat oder von einem Arzt aufbewahrt werden.

V. **Innerhalb 120 Tagen**, geordnet nach Nationalität und Gruppen, Einzelausfertigungen oder Originale aller Akten, die die bezeichneten Personen betreffen, sei es, daß die Akten von Gericht, Polizei oder Anwälten aufbewahrt werden.

VI. **Innerhalb 30 Tagen**, geordnet nach Nationalität und Gruppen, die Originale aller politischen Akten, die die bezeichneten Personen betreffen, sei es, daß diese Akten von öffentlichen Behörden verwaltet werden oder sich in Besitz Einzelner befinden.

VII. **Innerhalb 180 Tagen**, geordnet nach Nationalität und Gruppen, eine doppelte Aufstellung aller persönlichen Gegenstände und des Privateigentums, die nach der Rückwanderung der bezeichneten Personen in Deutschland verblieben sind.

VIII. Auch in Fällen, die oben nicht angegeben sind, müssen Auskünfte und Dokumente, die die bezeichneten Personen betreffen, spätestens innerhalb 6 Monaten, den angegebenen Behörden übermittelt werden.

3. Die Bürgermeister der Ortschaften mit weniger als 5000 Einwohnern müssen innerhalb **30 Tagen** den zu diesem Zweck von den Kommandanten der Besatzungszonen eingesetzten Alliierten Behörden alle Auskünfte und Dokumente, die unter I—VIII angegeben sind, liefern.

Die Kommandanten der Besatzungszonen oder die zu diesem Zweck aufgeforderten Alliierten Behörden sind befugt, die in den Artikeln 2 und 3 angegebenen Fristen auf Antrag abzuändern, falls unvorhergesehene Schwierigkeiten eine fristgemäße Ausführung unmöglich machen.

4. Wenn es einer deutschen Behörde aus irgendeinem Grunde unmöglich ist, die geforderten Auskünfte oder Dokumente zu liefern, muß diese Behörde sofort einen Bericht an die mit dem Sammeln der Forschungsergebnisse und Dokumente von den Kommandanten der Besatzungszonen beauftragten Alliierten Behörde einsenden.

5. Genaue Ausführungen über die Durchführung des vorliegenden Befehls werden von den Behörden mitgeteilt, die mit dem Sammeln der Forschungsergebnisse und Dokumente von den Alliierten Kommandanten beauftragt worden sind.

6. Obiger Befehl wird zur Ausführung der Bestimmungen der Proklamation Nr. 2 der Alliierten Kontroll-Kommission und besonders der Artikeln 9, 19 b und c, 35, 45, 46 und 47 erlassen.

Daher wird jede Nichtausführung, Verzögerung, Ungenauigkeit oder schlechter Wille bei der Anwendung als Verletzung der Forderungen, die Deutschland infolge der bedingungslosen Kapitulation auferlegt wurden, geahndet.

7. Die vom Kommandanten der Französischen Besatzungszone bestimmte Behörde, die dazu beauftragt ist, die in den vorhergehenden Artikeln aufgezählten Auskünfte, Dokumente und Berichte zu sammeln, ist in der Französischen Besatzungszone:

Direction des Personnes Déplacées Bureau Zonier des Recherches — 2<sup>ème</sup> Section **RASTATT** — Baden

Für das Land Württemberg müssen die in den vorhergehenden Artikeln aufgezählten Auskünfte, Dokumente und Berichte von den deutschen Orts-, Kreis- und Bezirksbehörden an Monsieur le Gouverneur Délégué Supérieur pour le Gouvernement Militaire du Wurtemberg (Section des Personnes Déplacées — Service des Recherches) Tübingen gerichtet werden.

Den 6. Dezember 1945

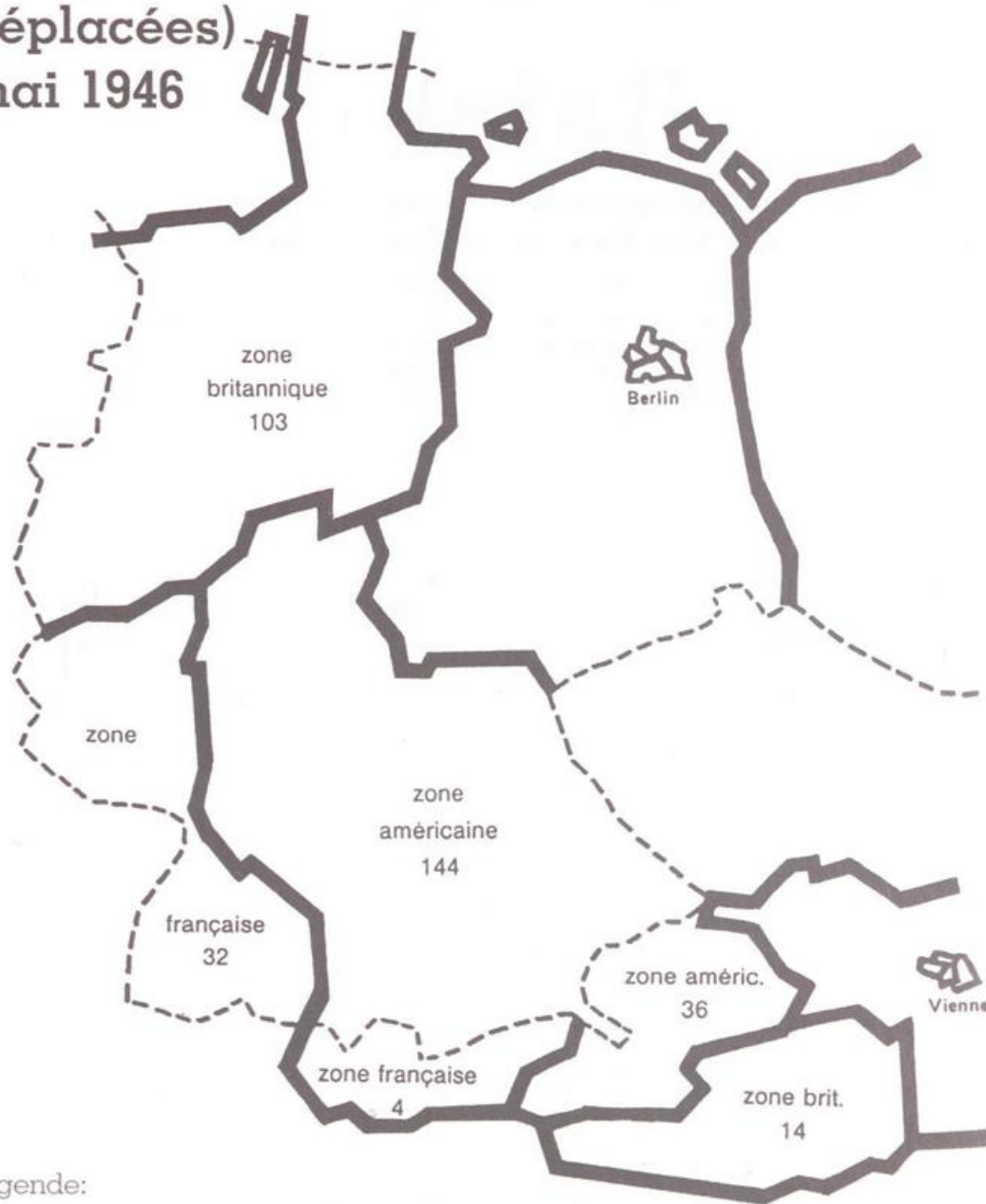
**Le Général de Corps d'Armée KOENIG**

Commandant en Chef Français en Allemagne

gez: **KOENIG**

13

# Camps DP (camps pour personnes déplacées) mai 1946



Légende:

- frontière du Reich en 1937, en partie frontière interzones
- ▬ frontière interzones en 1946

En mai 1946, il y avait dans les trois zones occidentales, en Autriche et dans les secteurs ouest de Berlin et de Vienne, 333 „Teams“ (chaque Team étant responsable pour environ une dizaine de camps DP).